

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2023-2024

18 APRIL 2024

Proposition de déclaration de révision de la Constitution

(Déposée par M. Karl Vanlouwe et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

I. INTRODUCTION

Tous les signaux d'alarme retentissent. Le budget est une catastrophe, les défis socioéconomiques et sociétaux s'accumulent, l'état de droit vacille. Dans bon nombre de comparatifs européens, la Belgique se retrouve systématiquement en queue de peloton. Trop de dettes, trop de déficits, des impôts excessifs, des dépenses intenables. Les réformes socioéconomiques indispensables se heurtent au carcan trop rigide de la Constitution et des arrêts de la Cour constitutionnelle qui en résultent.

La Constitution barre la route non seulement au programme de réformes à mener, mais aussi à la démocratie elle-même. La Constitution offre de justes garanties pour empêcher toute violation des valeurs fondamentales. Mais aujourd'hui, la structure institutionnelle et le système électoral restreignent à l'excès la marge de manœuvre politique. Le 9 juin, le gouvernement De Croo aura gouverné pendant 1 349 jours, après 492 jours de négociations préalables. Au total, cela donne un immobilisme de 1 841 jours. Cinq longues années. La Vivaldi allait prouver que la Belgique fonctionne; force est de constater que ce fut le contraire. Même le gouvernement le plus belge possible ne parvient pas à sortir ce pays de l'impasse.

Si nous voulons protéger et développer notre prospérité et notre démocratie, il nous faut redessiner ce pays à partir d'une page blanche. Seule une remise à zéro de notre démocratie nous permettra d'opérer des réformes fondamentales. Pour garantir un débat le plus large et le

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2023-2024

18 APRIL 2024

Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet

(Ingediend door de heer Karl Vanlouwe c.s.)

TOELICHTING

I. INLEIDING

Alle alarmbelletjes gaan af. De begroting is een ramp, de sociaal-economische en maatschappelijke uitdagingen stapelen zich op, de rechtsstaat sputtert. In tal van Europese vergelijkingen blijkt België kampioen te zijn in alle foute kampioenschappen. Te veel schulden, te grote tekorten, te hoge belastingen, onhoudbare uitgaven. Noodzakelijke sociaal-economische hervormingen botsen op het al te rigide carcan van de Grondwet en de daaruitvolgende arresten van het Grondwettelijk Hof.

Niet alleen het door te voeren hervormingsprogramma, maar ook de democratie zelf loopt zo tegen de muur van de Grondwet. De Grondwet biedt terecht garanties opdat fundamentele waarden niet worden aangetast. Maar de institutionele structuur en het kiessysteem beknotten vandaag al te vaak de politieke bewegingsruimte. Op 9 juni 2024 zal de regering De Croo 1 349 dagen regeren na 492 dagen voorafgaande onderhandelingen. Een optelsom van 1 841 dagen stilstand. Vijf lange jaren. Vivaldi zou «bewijzen dat België wel werkt», eenieder kan het tegendeel vaststellen. Zelfs de meest Belgisch mogelijke regering slaagt er niet in dit land vlot te trekken.

Een grondige hertekening van dit land dringt zich op zodat we onze welvaart en democratie kunnen beschermen en uitbouwen. Enkel met een democratische reset kunnen we fundamentele hervormingen doorvoeren. Om dit debat breed en open te kunnen voeren wordt

plus ouvert possible, nous demandons d'ouvrir à révision l'ensemble de la Constitution. C'est indispensable pour protéger notre économie et notre sécurité sociale (1), pour sortir la prise de décisions politiques de l'impasse (2) et pour garantir la responsabilité et l'efficacité (3).

II. ANALYSE

A. Protéger notre économie et notre sécurité sociale

Quiconque entend le mot «Constitution» songe d'emblée aux droits et libertés fondamentaux. Mais l'incidence de la Constitution est beaucoup plus large. À l'heure actuelle, nous sous-estimons à quel point la Constitution représente également un frein pour notre prospérité. La Constitution empêche de mener des réformes essentielles. Nous constatons un immobilisme social (1), un immobilisme économique (2) et un immobilisme sociétal (3).

I) Immobilisme social

En Flandre, une large majorité préconise de limiter le chômage dans le temps. Il s'agit d'une mesure évidente pour inciter davantage de personnes à travailler, et renforcer ainsi le pilier financier de notre sécurité sociale. Mais une telle limitation dans le temps est-elle possible dans le contexte constitutionnel actuel? C'est une question récurrente à laquelle se heurtent nos décideurs politiques. Bien que dans d'autres pays, la limitation des indemnités de chômage dans le temps soit une évidence, en Belgique, nous ne pouvons pas être certains que de telles réformes ou des réformes similaires passeraient sans encombre le contrôle de constitutionnalité.

Des exemples récents prouvent à quel point la Constitution freine les réformes socioéconomiques indispensables. L'allocation de remplacement de revenus (ARR) est destinée aux personnes en situation de handicap qui acquièrent de ce fait de moindres revenus. Le gouvernement Michel a tenté logiquement d'instaurer une condition de séjour minimum pour pouvoir en bénéficier, mais s'est heurté à la Cour constitutionnelle (1).

À l'époque, la même impossibilité fut également constatée dans le cadre de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) (2). Il s'agit d'une forme d'aide sociale, une sorte de pension sociale, pour quiconque atteint l'âge de la retraite. Elle prévoit une pension de base pour ceux qui n'ont pas cotisé ou sont insolubles, même s'ils ne

een volledige openstelling van de grondwet gevraagd. Dit alles is noodzakelijk om onze economie en sociale zekerheid te beschermen (1), de politieke besluitvorming vlot te trekken (2) en verantwoordelijkheid en efficiënte te garanderen (3).

II. ANALYSE

A. Onze economie en sociale zekerheid beschermen

Wie «grondwet» hoort, denkt onmiddellijk aan fundamentele rechten en vrijheden. Maar de constitutionele impact gaat veel ruimer. Zo wordt vandaag onderschat hoe de Grondwet ook een grenzel is geworden op onze welvaart. De Grondwet maakt het onmogelijk om belangrijke hervormingen door te voeren. We zien een sociale *standstill* (1), een economische (2) én een maatschappelijke (3).

I) Sociale standstill

In Vlaanderen bestaat er een ruime meerderheid om de werkloosheid in de tijd te beperken. Het is een evidente maatregel om meer mensen aan de slag te krijgen en zo het financiële fundament onder onze sociale zekerheid te versterken. Maar kan zo'n beperking in de tijd wel binnen de huidige grondwettelijke context? Het is een wederkerende vraag waar de beleidsmaker op stuit. Hoewel de werkloosheidsuitkering beperken in de tijd in andere landen een vanzelfsprekendheid is, zijn we in België niet zeker of deze en gelijkaardige hervormingen de grondwettelijkheidstoets zouden doorstaan.

Recente voorbeelden bewijzen hoe de Grondwet een rem vormt op broodnodige sociaal-economische hervormingen. De inkomensvervangende tegemoetkoming (IVT) is er voor mensen met een beperking die daardoor minder inkomen kunnen verwerven. De vorige regering Michel probeerde er een logische, minimale verblijfsvoorwaarde aan te koppelen vooraleer iemand er aanspraak op kon maken, maar stootte op het Grondwettelijk Hof (1).

Dezelfde onmogelijkheid werd toen ook vastgesteld in het kader van de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) (2). Dat is een vorm van sociale bijstand, een soort sociaal pensioen, voor wie de pensioengerechtigde leeftijd heeft bereikt. Het voorziet in een basispensioen voor wie niet bijdroeg en onvermogend is, ook al is niet

(1) Cour constitutionnelle, arrêt n° 41/2020 du 12 mars 2020.

(2) Cour constitutionnelle, arrêt n° 6/2019 du 23 janvier 2019.

(1) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 41/2020 van 12 maart 2020.

(2) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 6/2019 van 23 januari 2019.

répondent pas à la condition de carrière pour pouvoir prétendre à la pension minimale.

Limiter l'aide du CPAS aux seuls migrants disposant d'un «permis de travail» temporaire? Ici aussi, le législateur s'est heurté à la Constitution (3).

Subordonner l'accès à la protection sociale flamande à des conditions plus sévères en matière de durée de séjour et d'intégration? Là encore, la Cour constitutionnelle s'est interposée (4).

La «liste noire» de locataires sociaux négligents instaurée par le législateur flamand a été annulée pour incompatibilité avec la Constitution (5).

La Cour a assimilé à une exigence illicite la demande logique d'une inscription dans le registre de population pour pouvoir bénéficier d'allocations familiales (6).

Réaffecter les moyens financiers pour en faire bénéficier le budget de soins? Là aussi, la Constitution a édicté l'impossibilité d'une refonte du niveau de protection existant (7).

Demander aux bénéficiaires du système d'aide juridique de deuxième ligne de participer en versant une contribution forfaitaire pour les avocats *pro deo*? Recalé par la Cour constitutionnelle (8).

De nombreux exemples de réformes socioéconomiques indispensables se heurtent au veto de la Cour constitutionnelle. Alors que l'objectif initial était que la Constitution protège la sécurité sociale, la réalité est aujourd'hui bien différente. L'ancrage constitutionnel menace la survie d'une sécurité sociale solidement financée et sape ainsi notre État-providence.

La justification la plus souvent invoquée est le principe de *standstill* consacré par l'article 23 de la Constitution, qui énonce une série de droits fondamentaux économiques, sociaux et culturels. Même si ces droits n'ont pas d'effet direct, leur attribuer une fonction purement symbolique reviendrait à ignorer leur force juridique. Premièrement, ils imposent une obligation de moyens positive aux pouvoirs publics qui doivent faire preuve de suffisamment de zèle pour réaliser ces droits avec les moyens dont ils disposent. Deuxièmement, une

(3) Cour constitutionnelle, arrêt n° 133/2015 du 1^{er} octobre 2015.

(4) Cour constitutionnelle, arrêt n° 112/2023 du 20 juillet 2023

(5) Cour constitutionnelle, arrêt n° 92/2023 du 15 juin 2023.

(6) Cour constitutionnelle, arrêt n° 7/2023 du 19 janvier 2023.

(7) C.E., arrêt n° 258.354.

(8) Cour constitutionnelle, arrêt n° 77/2018 du 21 juin 2018.

voldaan aan de loopbaanvoorraarde om aanspraak te kunnen maken op het minimumpensioen.

De OCMW-steun verstrekken voor migranten met slechts een tijdelijke «toelating tot arbeid»? Opnieuw botste de wetgever op de Grondwet (3).

De toegang tot de Vlaamse sociale bescherming koppelen aan een verstrengde verblijfsduur- en een inburgeringsvoorraarde? Ook hier stak het Grondwettelijk Hof een voet tussen de deur (4).

De ingevoerde «zwarte lijst» voor huurders die een sociale woning verwaarlozen werd vernietigd, want die botste op de Grondwet (5).

Een logische inschrijving vragen in het bevolkingsregister om recht te hebben op kinderbijslag werd als een ongeoorloofde vereiste aangemerkt door het Hof (6).

Schuiven met de financiële middelen ten dienste van het zorgbudget? Ook daar dicteert de Grondwet dat het bestaande beschermingsniveau niet kan worden herschikt (7).

Begunstigden laten bijdragen aan het systeem van juridische tweedelijnsbijstand door de invoering van een forfaitaire bijdrage voor *pro-Deoadvocaten*? Teruggefloten door het Grondwettelijk Hof (8).

Talrijke voorbeelden van broodnodige sociaal-economische hervormingen worden afgeblokt door de Grondwet. Waar de oorspronkelijke bedoeling was om via de Grondwet de sociale zekerheid te beschermen, is de realiteit nu helemaal anders. De grondwettelijke verankering brengt het voortbestaan van een degelijk gefinancierde sociale zekerheid in gevaar en ondergraft daarmee onze welvaartsstaat.

Veel is terug te brengen tot het *standstill*-beginsel in artikel 23 van de Grondwet. In dit artikel worden een reeks economische, sociale en culturele grondrechten geformuleerd. Deze rechten mogen dan wel geen directe werking hebben, ze een louter symbolische functie toeschrijven zou voorbijgaan aan de juridische kracht ervan. Ten eerste leggen ze een positieve inspanningsverbintenis op aan de overheid. De overheid moet voldoende ijver aan de dag leggen om die rechten binnen de middelen die ze heeft te realiseren. Ten tweede kleeft aan deze

(3) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 133/2015 van 1 oktober 2015.

(4) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 112/2023 van 20 juli 2023.

(5) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 92/2023 van 15 juni 2023.

(6) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 7/2023 van 19 januari 2023.

(7) R.v.St. arrest nr. 258.354.

(8) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 77/2018 van 21 juni 2018.

obligation de *standstill* est rattachée à ces droits: dès qu'un certain niveau de protection a été atteint, il n'est plus possible de faire simplement «marche arrière» sans pouvoir invoquer pour ce faire des motifs liés à l'intérêt général, à défaut desquels il y aurait violation de la Constitution (9).

Préserver notre système de protection sociale en ces temps de disette budgétaire équivaut à relever le défi de poser des choix politiques forts. C'est la raison pour laquelle la N-VA veut reformuler le principe de *standstill* énoncé par l'article 23 afin que les droits économiques, sociaux et culturels ne soient plus considérés comme des droits, mais comme des principes mis en œuvre par des actes législatifs et exécutifs du Parlement et du pouvoir exécutif. Ainsi, la compétence judiciaire vis-à-vis de ces dispositions se limitera à l'interprétation de ces actes et à leur contrôle marginal (10). L'on pourra ainsi rétablir l'équilibre entre droits et obligations, garantir ces droits fondamentaux et renforcer à nouveau le socle financier de notre sécurité sociale.

2) Immobilisme économique

La Constitution n'empêche pas seulement la réalisation de profondes réformes sociales, elle fait aussi obstacle à la levée d'une série de blocages économiques:

- limiter les interminables procédures de recours contre les permis d'environnement? Interdit, selon la Cour, arguant du droit à la protection d'un environnement sain (11);
- l'enseignement est la pierre angulaire de notre prospérité. Afin de renforcer notre économie (de la connaissance), nous devons avoir la possibilité de relever le niveau de notre enseignement. Un arrêt de la Cour constitutionnelle relatif aux objectifs finaux dans l'enseignement secondaire en a décidé autrement (12). Selon la Cour, «les objectifs finaux sont tellement étendus et détaillés qu'il ne subsiste plus aucune marge de manœuvre au sein du temps d'enseignement disponible pour réaliser un projet pédagogique propre». Au nom de la liberté d'enseignement, on empêche ainsi le législateur décretal de garantir la qualité de

(9) Il ne s'agit pas d'un seuil absolu. Le législateur peut adapter le niveau de protection en invoquant des motifs valables et en tenant compte de l'intérêt général.

(10) Ces dernières années, l'on observe une évolution dans le cadre de laquelle la Cour constitutionnelle ne se limite plus nécessairement à un contrôle marginal, mais procède à un examen plus circonstancié; voir notamment les arrêts n°s 80/2019, 129/2019 et 131/2019.

(11) Cour constitutionnelle, arrêt n° 59/2023 du 11 avril 2023.

(12) Cour constitutionnelle, arrêt n° 82/2022 du 16 juin 2022.

rechten een *standstillverplichting*: eenmaal een bepaald beschermingsniveau werd bereikt, kan dit niet zomaar worden «teruggeschoefd» zonder «dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang» en het een schending van de Grondwet zou inhouden (9).

Onze sociale voorzieningen beschermen in deze budgetair krappe tijden, daagt uit tot het maken van sterke politieke keuzes. Daarom wil de N-VA het *standstill*-beginsel in artikel 23 herformuleren opdat de economische, sociale en culturele rechten niet langer als rechten maar als beginselen gelden, waaraan uitvoering wordt gegeven door wetgevings- en uitvoeringshandelingen van het Parlement en de uitvoerende macht. De rechterlijke bevoegdheid ten aanzien van die bepalingen blijft hiermee beperkt tot de uitlegging van de genoemde handelingen en een marginale toetsing (10). Zo wordt het evenwicht tussen rechten en plichten hersteld, blijven deze grondrechten gewaarborgd, én kan het financiële fundament onder onze sociale zekerheid terug worden versterkt.

2) Economische standstill

Niet enkel doorgedreven sociale hervormingen worden onmogelijk gemaakt door de Grondwet, dat is ook het geval voor het doorbreken van een reeks economische blokkeringen:

- eindeloze beroepsprocedures tegen omgevingsvergunningen inperken? Kan niet zegt het Hof, waarbij het verwijst naar het recht op bescherming van een gezond leefmilieu (11);
- onderwijs is het fundament van onze welvaart. Om onze (kennis)economie te versterken, moeten we het onderwijsniveau kunnen opkrikken. Een arrest van het Grondwettelijk Hof over de nieuwe eindtermen in het secundair onderwijs besliste daar anders over (12). Volgens het Hof waren «die eindtermen dermate omvangrijk en gedetailleerd (...) waardoor zij een fundamentele belemmering kunnen vormen voor de verwezenlijking van het eigen pedagogisch project van scholen». Op die manier maakt de vrijheid van onderwijs het de decreetgever onmogelijk om de onderwijskwaliteit te borgen. Opvallend, wetende dat

(9) Het betreft geen absolute drempel. De wetgever kan met gemotiveerde redenen, en in functie van het algemeen belang, het beschermingsniveau aanpassen.

(10) De afgelopen jaren is een evolutie merkbaar waarbij het Grondwettelijk Hof zich niet noodzakelijk meer beperkt tot een marginale toetsing maar een meer omstandig onderzoek aan de dag legt; zie onder meer arrest nr. 80/2019, nr. 129/2019 en nr. 131/2019.

(11) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 59/2023 van 11 april 2023.

(12) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 82/2022 van 16 juni 2022.

l'enseignement. Ce point de vue est d'autant plus singulier que les nouveaux objectifs finaux ont été adoptés à l'unanimité au Parlement flamand. Il attise en tout cas les tensions entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire;

- la Constitution s'est également avérée déterminante dans l'un des dossiers juridiques les plus compliqués de ces dernières années: le dossier de l'azote. Les adversaires du décret visant à réduire les émissions d'azote brandissent la Constitution pour contester les règles imposées à l'industrie, d'une part, et à l'agriculture, d'autre part. Or, une annulation de ce décret compromettrait gravement la prospérité flamande et risquerait réellement d'entraîner un gel des permis;
- en 2017, le législateur souhaitait supprimer le fatras d'écochèques et de titres-repas et le remplacer par une allocation nette dont le travailleur pourrait disposer librement; la Cour constitutionnelle a toutefois menacé d'intervenir et la mesure n'a toujours pas vu le jour;
- et faut-il rappeler la saga de l'allocation de mobilité? Celle-ci a disparu le 1^{er} janvier 2021 à la suite de l'annulation de la loi par la Cour constitutionnelle (13). Vous l'aurez deviné: la Constitution.

3) Immobilisme sociétal

Les exemples susmentionnés démontrent que la Constitution réduit considérablement la marge de manœuvre du législateur. Cela se vérifie non seulement dans le domaine socioéconomique, mais aussi dans toute une série de dossiers de société essentiels:

- prenons l'exemple de l'arrêt relatif à l'interdiction du financement étranger des communautés religieuses, décidée en raison des risques sérieux d'influence étrangère non conforme à notre interprétation des droits et libertés (14). La Cour a pris une position critique à ce sujet;
- le gouvernement flamand souhaitait rendre payant le test linguistique obligatoire que doivent passer les primo-arrivants pour obtenir un certificat d'intégration civique. Mais la Cour constitutionnelle a torpillé ce dispositif. Elle a estimé que l'on ne pouvait exiger que les primo-arrivants paient l'intégralité du test linguistique obligatoire avant d'obtenir l'accès à notre protection sociale (15);

(13) Cour constitutionnelle, arrêt n° 11/2020 du 23 janvier 2020.

(14) Cour constitutionnelle, arrêt n° 113/2023 du 20 juillet 2023.

(15) Cour constitutionnelle, arrêt n° 115/2023 du 20 juillet 2023.

de nieuwe eindtermen unaniem werden goedgekeurd in het Vlaams Parlement. Het zet alvast het spanningsveld tussen de wetgevende en rechterlijke macht op scherp;

- in een van de moeilijkste juridische dossiers van de afgelopen jaren speelde de Grondwet evenzeer een hoofdrol: het stikstofdossier. Tegenstanders van het stikstofdecreet schermen met de Grondwet om de regeling voor de industrie, enerzijds, en de landbouw, anderzijds, in vraag te stellen. Een vernietiging van het decreet zou nochtans een bom leggen onder de Vlaamse welvaart, met een reëel risico op een vergunningsstop tot gevolg;
- in 2017 wou de wetgever de koterij van de eco- en maaltijdcheques afschaffen en vervangen door een nettovergoeding die de werknemer vrij kan besteden, maar ook hier dreigde het Grondwettelijk Hof in te grijpen. De maatregel kwam er vooralsnog niet;
- en herinnert u zich nog de mobiliteitsvergoeding? Deze verdween op 1 januari 2021 omdat het Hof deze regeling had vernietigd (13). U raadt het: de Grondwet.

3) Maatschappelijke standstill

Voorgaande toont aan dat de Grondwet de beleidsruimte van de wetgever aanzienlijk inperkt. Niet alleen sociaal-economisch, maar ook een reeks belangrijke maatschappelijke dossiers lopen daardoor vast:

- neem nu het arrest over het verbieden van buitenlandse financiering van geloofsgemeenschappen omdat er ernstige risico's zijn op buitenlandse beïnvloeding die niet onmiddellijk in lijn is met hoe wij rechten en vrijheden interpreteren (14). Het Hof oordeelde er kritisch over;
- de Vlaamse Regering wilde nieuwkomers laten betalen voor de verplichte taaltest om een inburgeringscertificaat te verwerven. Maar het Grondwettelijk Hof schoot deze regeling af. En eisen dat nieuwkomers de volle pot betalen voor de verplichte taaltest vooraleer zij toegang krijgen tot onze sociale bescherming kon dus niet, oordeelde het Hof (15);

(13) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 11/2020 van 23 januari 2020.

(14) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 113/2023 van 20 juli 2023.

(15) Grondwettelijk Hof, arrest nr. 115/2023 van 20 juli 2023.

– et qu'en est-il du débat sur le subventionnement des communautés religieuses? Ou sur la séparation de l'Église et de l'État? Ou sur l'enseignement des religions reconnues et de la morale non confessionnelle aux frais des pouvoirs publics? Ou encore sur une réforme du secteur de l'enseignement dans le respect de la liberté d'enseignement? Tous ces débats pourraient être passionnants, mais ils ne peuvent déboucher sur aucun changement profond sans modification de la Constitution.

Il est évident que les droits et libertés fondamentaux doivent être protégés. Mais un autre débat, également lié au contexte constitutionnel, mérite lui aussi d'être mené. Il s'agit du débat sur l'ADN de notre société. Si nous voulons le protéger, nous devrons aussi adapter la Constitution.

B. Fluidifier le processus décisionnel politique

Nous avons esquissé ci-dessus les choix socioéconomiques et sociétaux à poser pour sauvegarder notre prospérité et renforcer notre société. Mais est-il encore réaliste aujourd'hui de faire ces choix dans le cadre de la Belgique? Non. Cela nous mène à la deuxième grande justification d'une modification de la Constitution: nous devons sortir notre démocratie et notre État de droit de l'impasse. Comment pouvons-nous protéger nos propres intérêts et notre souveraineté dans un contexte international? Comment faisons-nous en sorte de faire primer la démocratie, de remodeler le système électoral et de rendre le système politique moins onéreux?

I) Souveraineté

Ces dernières décennies, un trop grand pouvoir a été délégué à des niveaux internationaux où le contre-pouvoir démocratique n'est pas suffisamment présent. Ce sont les conventions internationales, adoptées (quasiment) sans débat préalable au sein de nos parlements nationaux et régionaux, qui dictent de plus en plus souvent notre ordre juridique:

– il arrive fréquemment que nous débattions des nombreux dossiers migratoires pour lesquels nous sommes tributaires de décisions supranationales et même non européennes. Cette réalité nourrit une frustration latente et un sentiment d'impuissance dans la population, dont une majorité est favorable à une politique migratoire plus stricte. Les conséquences pour notre démocratie sont à l'avenant, comme en témoigne la montée en force des partis extrémistes en Europe occidentale;

– en het debat over de financiële betoelaging aan ge-loofsgemeenschappen? Over de scheiding van kerk en staat? Over het onderwijs in erkende religies en niet-confessionele zedenleer, bekostigd door de overheid? Over een hervorming van het onderwijsveld met respect voor de vrijheid van onderwijs? Mogelijk boeiend, maar zonder de Grondwet te wijzigen, kan uit deze debatten alvast geen diepgaande verandering volgen.

Het spreekt voor zich dat de fundamentele grondrechten en vrijheden bewaakt moeten worden. Maar daarnaast dient een ander debat te worden gevoerd dat eveneens aan de constitutionele context is gelinkt. Het debat over het DNA van onze samenleving. Als we die willen beschermen, zullen we ook de Grondwet moeten aanpassen.

B. De politieke besluitvorming vlot trekken

Hierboven werd ingegaan op welke sociaal-economische en maatschappelijke keuzes nodig zijn om onze welvaart te reden en onze samenleving te versterken. Maar is het vandaag realistisch om deze keuzes te beslissen in België? Neen. Dat brengt ons bij een tweede grote motivatie om de Grondwet te wijzigen: we moeten onze democratie en rechtsstaat terug vlot trekken. Hoe kunnen we onze eigen belangen en onze soevereiniteit veilig stellen in een internationale context? Hoe zorgen we dat de democratie primeert, dat het electorale systeem in een nieuwe plooi wordt gelegd en het politieke systeem goedkoper wordt?

I) Soevereiniteit

Te veel macht werd de voorbije decennia gedelegeerd naar internationale niveaus waar onvoldoende democratische tegenmacht is. Internationale verdragen waar zelf in onze nationale en regionale parlementen amper of geen debat aan voorafgaat, dichten steeds vaker onze rechtsorde:

– talrijk zijn de debatten over de vele migratielijstjes waarin we gebonden worden aan supranationale, zelfs niet-EU besluitvorming. Het zorgt voor een sluimende frustratie en een gevoel van onmacht bij de bevolking waar een meerderheid voorstander is van een strenger migratiebeleid. De gevolgen voor onze democratie zijn navenant met extreme partijen die in West-Europa hoge toppen scheren;

- mais les répercussions vont même bien au-delà. Pensons, par exemple, au dossier actuel de l'azote, dominé par un ensemble de règles européennes draconiennes de protection de la nature. Ou à d'autres dossiers, comme celui concernant le permis délivré pour l'aménagement d'un circuit de motocross à Olmen, qui a été cassé par le Conseil d'État, après un recours invoquant une violation de ce devoir de diligence (16);
- d'autres pays, comme les Pays-Bas, offrent aussi des exemples de décisions judiciaires condamnant, en vertu de la CEDH, les autorités publiques pour leur politique climatique dite défaillante (17). Et le jugement rendu dans l'affaire Shell montre que des objectifs climatiques contraignants pourraient même être imposés au niveau d'une entreprise individuelle. Mais il n'est pas nécessaire de regarder par-delà nos frontières: dans notre pays aussi, une décision de justice s'est appuyée sur les normes internationales pour imposer des objectifs ambitieux de réduction des émissions de CO₂ à la Flandre et à Bruxelles. Ainsi, les articles 2 et 8 de la CEDH, qui consacrent le droit à la vie et le droit au respect de la vie privée et familiale, ont déjà été invoqués à maintes reprises pour imposer des mesures climatiques très concrètes. On est en droit de se poser de sérieuses questions sur l'interprétation aussi radicale que font les juges de droits conçus autrefois à partir d'une philosophie toute différente;
- cette attitude laxiste du législateur à l'égard de règles supranationales se manifeste aussi par une attitude désinvolte en ce qui concerne l'obligation de publier les traités au *Moniteur belge*. Une preuve éclatante en a été apportée lorsque le traité d'extradition avec l'Iran (censé permettre l'échange de prisonniers Assadi-Vandecasteele) n'a pas été publié au *Moniteur belge*. On a ensuite eu recours à une interprétation «créative» de la Constitution pour abandonner ce traité. Ces cas de non-publication ou de publication tardive de conventions ratifiées ne sont malheureusement pas des exceptions.

Inutile de dire que tout cela fait peser une pression sur notre société et notre prospérité. Le législateur se retrouve enfermé dans un carcan en ce sens qu'il est confronté à des défis sociétaux de plus en plus importants mais qu'il dispose, paradoxalement, d'une marge de manœuvre politique de plus en plus étroite pour pouvoir les relever. Au vu de ces évolutions, la N-VA souhaite modifier la Constitution afin d'y insérer une

– maar het gaat ook ruimer. Denk bijvoorbeeld aan het actuele stikstofdossier dat onder een schaduw van strenge Europese natuurregels hangt. Of andere dossiers, zoals de vergunning voor de motorcrossomloop in Olmen die door de Raad van State werd vernietigd nadat een schending van die zorgvuldigheidsplicht werd ingeroepen (16);

– ook in andere landen, bijvoorbeeld in Nederland, zien we hoe rechters de overheid veroordeelden omwille van een zogenaamd gebrekkig klimaatbeleid op basis van het EVRM (17). Zelfs op individueel bedrijfsniveau toonde het Shellvonnis aan dat klimaatdoelen bindend opgelegd zouden kunnen worden. We hoeven echter niet over de grens te kijken: ook hier bij ons was er het klimaatarrest dat steunt op internationale normen om strenge CO₂-reductiedoelstellingen op te leggen aan Vlaanderen en Brussel. Zo werd al meermalen artikel 2 en 8 van het EVRM, nl. het «recht op (gezins)leven», gebruikt om zeer concrete klimaatmaatregelen op te leggen. Ernstige vragen kunnen toch worden gesteld bij dergelijke verregaande interpretatie die door rechters wordt toegekend aan eertijds anders bedoelde rechten;

– die lakse houding van de wetgever tegenover supranationale regels weerspiegelt zich ook in een *laissez-faire* over de bekendmakingsverplichting van verdragen in het *Belgisch Staatsblad*. Dit kwam schromelijk aan het licht toen het overbrengingsverdrag met Iran (bedoeld voor de gevangenenruil Assadi-Vandecasteele) niet werd gepubliceerd in het *Staatsblad*. Vervolgens werd gekozen voor een «creatieve» interpretatie van de Grondwet om dat Verdrag links te laten liggen. Dergelijke laattijdige en/of gebrekkige bekendmaking van bekrachtigde verdragen is helaas geen uitzondering.

Het behoeft weinig uitleg dat dit alles druk zet op onze samenleving en onze welvaart. Het klemt de regelgever in een keurslijf dat, hoewel geconfronteerd met steeds grotere maatschappelijke uitdagingen, contradictorisch steeds minder beleidsmarge heeft om die uitdagingen aan te pakken. Gelet op deze evoluties, is de N-VA voorstander om de Grondwet te wijzigen door daarin een bepaling op te nemen over de positie van het internationaal

(16) C.E., arrêt n° 193.287.

(17) Jugements de la Cour de justice de La Haye dans les affaires opposant la Fondation Urgenda à l'État néerlandais; n° C/09/456689/HA ZA 13-1396 (Urgenda I), n° 200.178.245/01 (Urgenda II) et n° 19.00135 (Urgenda III).

(16) R.v.St. arrest nr. 193.287.

(17) De Nederlandse Urgenda-zaken; nr. C/09/456689/HA ZA 13-1396 (Urgenda I), nr. 200.178.245/01 (Urgenda II) en nr. 19.00135 (Urgenda III).

disposition sur la position du droit international (droit non communautaire) dans notre ordre juridique propre. Une telle disposition existe déjà dans plusieurs autres pays européens. Désormais, lors de la ratification de traités (non UE) internationaux, nous déterminerons aussi les dispositions dont nous n'acceptons pas les effets directs. Nous freinerons ainsi l'activisme judiciaire de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) de Strasbourg. En effet, cette Cour n'a pas le pouvoir d'un législateur et doit se limiter à examiner si la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) a été correctement interprétée par les instances nationales, dans le respect du principe de subsidiarité.

La N-VA ouvre ainsi le débat politique sur une zone de tension qui se manifeste de plus en plus explicitement: jusqu'où, en effet, va notre autonomie nationale et quel contenu lui donnons-nous? Cela ne signifie nullement que nous nous replions sur nous-mêmes. Il s'agit bien de donner l'impulsion nécessaire afin de restaurer notre souveraineté. La Constitution forme à cet égard le point de départ qui doit nous permettre d'expliciter notre rapport au droit supranational.

2) Primaute démocratique: le rôle du peuple

La réalité nous oblige à ouvrir le débat non seulement sur la manière dont la Constitution bloque les réformes et sur le carcan international dans lequel nous nous trouvons enferrés, mais aussi sur le rapport entre les pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif. Qui décide de la portée de la législation, les représentants élus par le peuple ou des juges non élus nommés à vie, pour formuler les choses de manière simpliste? La judiciarisation du processus démocratique va trop loin, mais comment rétablir l'équilibre? Les juges doivent dire le droit et non se substituer au législateur. Il est temps de revaloriser la démocratie et, partant, la volonté du peuple, dont le vote doit retrouver son utilité et être respecté.

La N-VA veut respecter et rétablir la séparation des pouvoirs en renforçant l'autonomie parlementaire. Pour cela, il faut d'abord un législateur responsable qui s'acquitte avec sérieux de sa mission principale, qui est d'élaborer les législations nécessaires en veillant à ce qu'elles soient claires, étayées et efficaces et qu'elles soient respectées de manière effective et efficiente. Chacun saura de cette manière – le juge y compris – quelle est précisément l'intention du législateur mais, en plus, cela permettra d'éviter les décisions qui vont à l'encontre de la *ratio legis* de la loi. Aujourd'hui, il y a trop de législations qui manquent de rigueur.

recht (niet-EU-recht) in de eigen rechtsorde. Dergelijke bepaling is ook reeds terug te vinden in verschillende andere Europese landen. Voortaan bepalen we bij de ratificatie van internationale (niet-EU) verdragen ook van welke bepalingen we de rechtstreekse werking niet aanvaarden. Zo snoeren we eveneens het rechterlijke activisme van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (EHRM) in Straatsburg in. Het EHRM is immers geen wetgever en moet zich beperken tot het nagaan of het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (EVRM) door de nationale instanties correct werd geïnterpreteerd, mede de in acht genomen subsidiariteit.

De N-VA opent hiermee het politiek debat over een spanningsveld dat zich steeds nadrukkelijker manifesteert: Hoe ver reikt onze nationale autonomie en welke invulling geven we eraan? Dit betekent geenszins dat we ons terugplooiën op onszelf. Het wakkert wel de waakvlam aan opdat we onze soevereiniteit terug meer in ere herstellen. Daarbij vormt de Grondwet het vertrekpunt om onze relatie tegenover het supranationaal recht te gaan expliciteren.

2) Democratische primauteit: het Volksberoep

De realiteit dwingt ons niet enkel het debat te voeren over hoe de Grondwet hervormingen blokkeert en we opgesloten worden in een internationaal carcan. Er is ook het brede debat over de verhouding tussen de rechterlijke, wetgevende en uitvoerende macht. Wie beslist over de strekking van wetgeving: «Verkozen volksvertegenwoordigers of onverkozen, voor het leven benoemde rechters?» luidt de vraag zwart-wit geformuleerd. De juridisering van het democratisch proces lijkt doorgeslagen, maar hoe herstellen we het evenwicht? Rechters moeten recht spreken, niet in de plaats treden van de wetgever. Het is tijd voor herwaardering van de democratie en daarmee van de volkswil. Uw stem moet nut hebben én gerespecteerd worden.

N-VA wil de scheiding der machten respecteren en herstellen door de parlementaire autonomie te versterken. Daarbij start alles bij een verantwoordelijke wetgever die zich ernstig kwijt van zijn kerntaak: het maken van noodzakelijke, duidelijke, onderbouwde en doelmatige wetgeving, die effectief en efficiënt kan gehandhaafd worden. Op die manier is voor eenieder, ook voor de rechter, duidelijk wat de bedoeling van de wetgever is en vermijden we uitspraken die tegen de *ratio legis* van de wet ingaan. Vandaag schort het bij al te veel wetgeving aan dergelijke degelijkheid.

Il n'est toutefois pas toujours possible de remédier à ce problème en précisant davantage les législations. Une réglementation générique, qui n'est pas détaillée de manière systématique, peut avoir son utilité dans un État de droit. C'est particulièrement le cas de la Constitution, qui formule les principes fondamentaux de notre société en des termes nécessairement larges. Pour répondre à ces défis, nous donnons au législateur, comme c'est le cas au Canada, le pouvoir de soustraire certaines législations ordinaires à une annulation constitutionnelle et ce, pendant cinq ans. En complément, nous instaurons aussi la possibilité pour le parlement de rejeter dans certains cas, moyennant motivation, une décision de la Cour constitutionnelle à une majorité des deux tiers, étant entendu qu'une procédure analogue ne peut plus être intentée devant la Cour pour les mêmes motifs durant cinq ans. Dans notre proposition, cela n'est possible que dans le cas d'une législation relative aux droits fondamentaux non classiques et lorsque l'intérêt individuel est mis en balance avec l'intérêt général. De cette manière, nous faisons en sorte qu'il y ait toute la marge voulue pour développer des politiques, nous garantissons les droits constitutionnels absolus et nous respectons la volonté de l'électeur.

3) Réforme électorale

Outre le fait de revaloriser notre souveraineté et de redonner sa place à la démocratie dans notre État de droit, il faudra également envisager l'organisation politique et le processus décisionnel d'une manière différente. Cela aussi nécessitera une adaptation de la Constitution.

a) Réforme du système électoral

Il n'y a pas que l'électeur qui détermine qui est membre du parlement, les règles du système électoral jouent aussi un rôle. Nous connaissons les avantages et les inconvénients de chaque système et l'ingénierie électorale sous-jacente aux réformes du système électoral. Les règles du jeu en matière d'élections ne sont jamais «neutres», elles influencent la culture politique. Si les règles du jeu changent, les partis politiques et les électeurs adaptent leur stratégie et leur comportement à l'avenant. Force est de constater que le système électoral actuel a pour effet de créer, dans ce pays, une mauvaise culture politique, avec, pour conséquence, des gouvernements à sept partis et des négociations sans fin. Pour renforcer la démocratie, nous devons aussi changer les règles du jeu.

La N-VA est favorable à des circonscriptions électorales locales plus petites afin de rapprocher l'élu et le citoyen. Dans le même temps, nous abandonnons en partie la piste de la représentation proportionnelle et

Echter kan niet altijd een oplossing worden geboden door wetgeving te preciseren. Een rechtsstaat is waar nodig gebaat bij generieke regelgeving die niet stelselmatig *ad hoc* wordt gedetailleerd. Dit is inzonderheid het geval bij de Grondwet, die de basisbeginselen van ons samenleven vastlegt in noodzakelijkerwijze ruime bewoordingen. Om op deze uitdagingen een antwoord te bieden, geven we, naar Canadees voorbeeld, de bevoegdheid aan de wetgever om bepaalde gewone wetgeving voor vijf jaar af te schermen van grondwettelijke vernietiging. Bijkomend voorzien we ook in een mogelijkheid voor het parlement om in bepaalde gevallen met een tweederde meerderheid een beslissing van het Grondwettelijk Hof op gemotiveerde wijze te verwerpen, waarna een soortgelijke procedure op dezelfde gronden gedurende vijf jaar niet meer kan aangespannen worden bij het Hof. Dat kan in ons voorstel alleen bij wetgeving die gerelateerd is aan de zogenoemde niet-klassieke grondrechten en waarbij het individueel belang afgewogen wordt tegen het algemeen belang. Zo waarborgen we de ruimte om beleid te voeren, garanderen we de absolute grondwettelijke rechten en respecteren we de wil van de kiezer.

3) Electorale hervorming

Naast het herwaarderen van onze soevereiniteit en het herstellen van de plaats van de democratie in onze rechtsstaat, zal ook de politieke organisatie en besluitvorming anders moeten worden bekijken. Ook dat vraagt een aanpassing van de Grondwet.

a) Hervorming kiesstelsel

Niet alleen de kiezer bepaalt de deelnemers in het parlement, maar ook de spelregels van het kiesstelsel doen dat. We zijn ons bewust van de voor- en nadelen van elk stelsel en de *electoral engineering* die achter kiesstelselhervormingen schuilen. Spelregels van verkiezingen zijn nooit «neutraal», ze beïnvloeden de politieke cultuur. Als de spelregels veranderen, dan passen politieke partijen en kiezers hun strategie en gedrag daarop aan. Maar we kunnen er niet omheen dat het huidig kiesstelsel leidt tot een foute politieke cultuur in dit land met een regering met zeven partijen en eindeloze onderhandelingen tot gevolg. Om de democratie te versterken, moeten we ook de spelregels wijzigen.

De N-VA is voorstander van kleinere, lokale kieskringen die de nabijheid tussen de verkozene en de burger moeten versterken. Tegelijk verlaten we deels het spoor van de evenredige vertegenwoordiging en schakelen

nous passons partiellement à un système majoritaire. Si nous appliquons ce système à notre démocratie flamande, nous nous retrouvons avec cent sièges parlementaires, soit vingt-quatre de moins qu'aujourd'hui. Dans notre proposition, septante de ces sièges parlementaires flamands seraient répartis sur la base d'une petite circonscription électorale locale dans laquelle le parlementaire remportant le plus grand nombre de voix serait élu (selon le principe, «le vainqueur rafle l'entièreté de la mise»). Les trente sièges restants sont répartis sur la base des résultats obtenus dans une seule grande circonscription flamande. Cela permet de combiner proximité et large impact, d'avoir moins de partis et de renforcer le mandat des parlementaires. Dans le même temps, nous renonçons aux parlements de législature, et nous mettons un terme aux élections simultanées. Pour concrétiser plusieurs de ces points aussi, il faudra modifier la Constitution (système de représentation proportionnelle, parlements de législature, etc.).

b) Formation plus rapide du gouvernement

Des gouvernements à sept partis, sans majorité flamande et avec des intérêts divergents de part et d'autre de la frontière linguistique: tel est le cocktail qui fait obstacle à la mise en œuvre d'une politique de réforme audacieuse. Aucune réforme digne de ce nom n'a été réalisée durant la législature en cours sous le gouvernement De Croo. Au contraire.

Élection après élection, ce pays s'enlise de plus en plus dans des processus de négociation sans fin, et c'est l'électeur qui en pâtit. Quand un gouvernement voit le jour, on a souvent l'impression que cela relève du miracle. Sa configuration précise et la politique qu'il compte mettre en œuvre sont des aspects qui passent vite pour secondaires. On place donc la barre démesurément bas, avec d'importantes conséquences à la clé: la stagnation et le blocage politique entraînent des pertes réelles de prospérité.

Pour maintenir la pression sur la formation d'une coalition fédérale et garantir une gouvernance allégée, la N-VA veut redéfinir la procédure des affaires courantes. Aujourd'hui, la pratique des affaires courantes est une coutume constitutionnelle. La N-VA voit les choses autrement: dans un gouvernement en affaires courantes, chaque parti du gouvernement sortant doit conserver au maximum un représentant (les vice-premiers ministres qui occupent les postes clés). Le nombre de collaborateurs de cabinet est réduit de moitié. Si aucun nouveau gouvernement fédéral n'a encore été formé trois mois après les élections, les partis au pouvoir au

se deels over naar een meerderheidsstelsel. Passen we dit toe op onze Vlaamse democratie dan houden we honderd parlementszetels over, vierentwintig minder dan vandaag. Daarvan zouden in ons voorstel zeventig Vlaamse parlementszetels worden verdeeld op basis van een kleine, lokale kieskring waar het parlementslid wint met de meeste stemmen («winnaar neemt alles»). De overige dertig zetels worden verdeeld op basis van de resultaten in één grote Vlaamse kieskring. Op die manier combineren we nabijheid en brede impact, komen er minder partijen en wordt het mandaat van de parlementsleden versterkt. Tegelijk stappen we af van legislatuurparlementen. Ook de opkomstplicht schaffen we verder af. En we maken een einde aan de samenvallende verkiezingen. Verschillende van deze punten vereisen opnieuw grondwetswijzigingen (systeem van evenredige vertegenwoordiging, legislatuurparlementen, enz.).

b) Snellere regeringsvorming

Besturen met zeven partijen, zonder Vlaamse meerderheid en uiteenlopende belangen over de taalgrens heen, die cocktail maakt een doortastend hervormingsbeleid onmogelijk. Geen enkele noemenswaardige hervorming werd uitgevoerd tijdens de lopende legislatuur met de regering De Croo. Integendeel.

Kiesuitslag na kiesuitslag verzandt dit land verder in ellenlange onderhandelingen. De kiezer wordt er murw mee geslagen. Dat er een regering komt, lijkt vaak al een wonder. Welke constellatie die precies heeft en welk beleid ze voor ogen heeft, lijkt al snel ondergeschikt. De lat wordt op die manier onmetelijk laag gelegd. De consequentie is groot: stilstand en politieke blokkering leiden tot reëel welvaartsverlies.

Om de druk op de federale coalitievorming hoog te houden en een slank bestuur te garanderen, wil de N-VA de procedure van lopende zaken hertekenen. De praktijk van lopende zaken is er vandaag een van grondwettelijke gewoonte. De N-VA ziet dit anders: in een regering van lopende zaken behoudt elke partij uit de aflopende regering maximaal één afgevaardigde (de vicepremiers die de kernposten bemannen). Het aantal kabinetmedewerkers wordt gehalveerd. Als er drie maanden na de verkiezingen nog altijd geen nieuwe federale regering gevormd is, worden de lopende zaken verder behandeld door de besturende partijen van de Vlaamse regering en

gouvernement flamand et au gouvernement de la Communauté française se chargent de traiter les affaires courantes. Il faudra donc modifier la Constitution afin d'y inscrire cette pratique.

4) Économies sur le système politique

La politique doit aussi s'organiser de manière plus efficiente et employer les moyens mis à sa disposition avec davantage de parcimonie. La N-VA plaide résolument en faveur du dégraissage de l'appareil politique. Pareille cure est possible en choisissant de réduire le nombre de ministres, de parlementaires, de membres de cabinet, d'institutions, de mandats politiques, etc. En additionnant les propositions de la N-VA, on obtient déjà 250 millions d'euros d'économies par an sur le fonctionnement de la politique. Qu'attendons-nous pour le faire? Une fois de plus, les modifications constitutionnelles adéquates.

a) Moins de ministres

L'article 99 de la Constitution prévoit que le Conseil des ministres fédéral compte 15 ministres au maximum. En outre, la composition du gouvernement peut être complétée par un nombre illimité de secrétaires d'État. Actuellement, le gouvernement De Croo compte environ 840 membres de cabinet pour un total de 20 ministres et secrétaires d'État, soit 42 collaborateurs en moyenne par ministre ou secrétaire d'État. À titre de comparaison, 289 collaborateurs travaillent aujourd'hui pour le gouvernement flamand, lequel compte 9 ministres.

Dans notre modèle de confédéralisme, nous conservons seulement 4 ministres fédéraux, avec l'appui d'un seul ministre du gouvernement flamand et d'un seul ministre du gouvernement wallon afin d'assurer le lien avec les entités fédérées. Cette composition permet une économie de 43,8 millions d'euros.

b) Moins de parlementaires fédéraux

Le nombre de cent cinquante députés a été fixé à l'article 63 de la Constitution. Ce nombre soulève régulièrement des débats houleux. Dans notre modèle de confédéralisme, le Parlement fédéral devient une Chambre confédérale constituée de parlementaires issus des entités fédérées (double mandat). Cela permet de réduire non seulement le nombre de parlementaires, mais aussi les moyens: suppression de la dotation aux groupes politiques, réduction des missions et donc aussi de l'effectif du personnel. Nous économisons ainsi 111,7 millions d'euros sur le fonctionnement actuel de la Chambre.

Franse gemeenschapsregering. Een grondwetswijziging om deze praktijk in te schrijven, dringt zich dan ook op.

4) Besparing op het politieke systeem

De politiek moet zich ook zelf efficiënter organiseren en zelfbewuster omgaan met de aan haar ter beschikking gestelde middelen. De N-VA is resoluut voorstander van een kleiner politiek apparaat. Dit kan door te kiezen voor minder ministers, minder parlementsleden, minder kabinetmedewerkers, minder instellingen, minder politieke mandaten, enz. Een optelsom van de N-VA-voorstellen leert ons dat we al snel 250 miljoen euro per jaar kunnen besparen op de politiek. Waar wachten we op? Juist ja, opnieuw op de bijhorende grondwetswijzigingen.

a) Minder ministers

Artikel 99 van de Grondwet voorziet in een maximum-aantal van 15 ministers die een federale Ministerraad kunnen bevolken. De regering kan daarbovenop aangevuld worden met een onbeperkt aantal staatssecretarissen. Vandaag telt de regering-De Croo om en bij de 840 kabinetmedewerkers voor 20 ministers en staatssecretarissen, een gemiddelde van 42 medewerkers per minister. Ter vergelijking: in de Vlaamse regering zijn er op dit moment – met 9 excellenties – zo'n 289 mensen aan het werk.

In ons confederalismemodel houden we nog slechts 4 federale ministers over. Zij krijgen het gezelschap van één minister van de Vlaamse en één minister van de Waalse Regering. Zij verzekeren zo de link met de deelstaten. Dat alles zorgt voor een besparing van 43,8 miljoen euro.

b) Minder federale parlementsleden

Het aantal van honderdvijftig Kamerleden werd vastgelegd in artikel 63 van de Grondwet. Regelmatig laait er discussie op over dit aantal. In ons confederaal model verwoordt het federaal parlement tot een confederale kamer. Deze Kamer wordt dan gevuld met parlementsleden uit de deelstaten (dubbelmandaat). Dit brengt een verlaging van het aantal parlementsleden teweeg, maar dus ook van de middelen: geen centen meer voor de politieke fracties, een kleiner takenpakket en dus ook minder personeel. Zo kunnen we al snel 111,7 miljoen euro besparen op de huidige werking van de Kamer.

c) Suppression du Sénat

Le Sénat est le symbole de l’immobilisme belge. À cet égard également, il est grand temps de joindre le geste à la parole: le Sénat doit être totalement supprimé. Le passage d’un système parlementaire bicaméral à un régime monocaméral nécessite toutefois la modification d’un très grand nombre d’articles de la Constitution. Cette suppression entraînerait une économie de 45,6 millions d’euros.

d) Suppression des administrations provinciales

La N-VA se base sur le principe de subsidiarité pour définir l’organisation administrative: ce qu’une administration locale peut faire, elle doit le faire. Si nécessaire, le niveau flamand peut offrir des économies d’échelle supplémentaires. Plusieurs articles de la Constitution font référence aux provinces et aux conseils provinciaux. On peut discuter de la forme sous laquelle les provinces pourront continuer d’exister à l’avenir, mais il est clair d’ores et déjà pour la N-VA que le niveau de pouvoir provincial peut être supprimé. Il s’agirait de l’étape suivante d’un processus de dégraissage déjà entamé, qui permettrait d’économiser 5,8 millions d’euros.

e) Suppression de la monarchie

La N-VA opte sans réserve pour une démocratie parlementaire organisée sous la forme d’une république. La monarchie sera abolie au plus tard lors du décès ou de l’abdication du chef de l’État actuel. Jusque là, la monarchie exerce une fonction purement protocolaire, avec les économies supplémentaires que cela induit. Réduire les dotations et les missions royales fera économiser 8,2 millions d’euros.

C. Confédéralisme: garantir la responsabilité et l’efficience

Le raisonnement expliqué ci-dessus prouve que l’idée abstraite d’une révision de la Constitution a des conséquences très tangibles pour la société. La quasi-totalité des propositions formulées sont liées à notre prospérité dans une mesure plus ou moins large. Des réformes socioéconomiques sont nécessaires afin de protéger et d’accroître cette prospérité, et il est clair que sans révision de la Constitution, ces réformes seront trop limitées voire inexistantes, et nous nous enfoncerons encore plus dans le marasme de l’inertie actuelle. Si nous voulons consolider notre démocratie, nous devons mener un débat ouvert sur les règles du jeu définies actuellement par la Constitution. Une révision de la Constitution est

c) Afschaffing Senaat

De Senaat is het symbool van Belgische stilstand. Het wordt hoog tijd om ook op dit vlak woorden om te zetten in daden. De Senaat moet integraal worden afgeschaft. Heel wat grondwetsartikelen vereisen echter een aanpassing om de omschakeling van een bicameraal naar een monocameraal parlementair systeem te voltooien. Het zou alvast een besparing van 45,6 miljoen euro opleveren.

d) Afschaffing provinciebesturen

Voor de bestuurlijke organisatie baseert de N-VA zich op het subsidiariteitsbeginsel: wat een lokaal bestuur kan doen, moet het ook doen. Het Vlaams niveau kan indien nodig bijkomende schaalvoordelen bieden. Diverse grondwetsartikelen verwijzen naar de provincies en de provincieraden. In welke vorm de provincies in de toekomst kunnen blijven bestaan is voorwerp van debat, maar voor de N-VA is het alvast duidelijk dat het provinciale bestuursniveau mag afgeschaft worden. Een volgende stap in een reeds gedane afslankingsoperatie. Dit alles levert een besparing van 5,8 miljoen euro op.

e) Afschaffen van de monarchie

De N-VA kiest voluit voor de parlementaire democratie met de republiek als staatsvorm. De monarchie wordt afgeschaft ten laatste bij het overlijden of aftreden van het huidige regerende staatshoofd. In afwachting wordt de monarchie een puur ceremoniële functie, met de bijkomende besparing. Minder dotaties en minder koninklijke opdrachten moeten een besparing van 8,2 miljoen euro opleveren.

C. Confederalisme: verantwoordelijkheid en efficiëntie garanderen

Wat hierboven uit de doeken werd gedaan, toont aan dat de abstracte idee van een grondwetsherziening zeer tastbare gevolgen heeft in de samenleving. Zo goed als alle geformuleerde voorstellen zijn in meer of mindere mate gelieerd met onze welvaart. Om deze welvaart te beschermen en verder uit te bouwen, zijn sociaal-economische hervormingen nodig want het moge duidelijk zijn: zonder een grondwetswijziging blijven die hervormingen te beperkt of zelfs uit, en zakken we verder weg in het moeras van de huidige *standstill*. Als we onze democratie willen versterken dan moeten we een open debat te voeren over de spelregels die de Grondwet op vandaag bepaalt en als we ons politiek systeem grondig

clairement inévitable si nous souhaitons moderniser en profondeur notre système politique.

Les réformes exposées ne sont pas un aboutissement pour la N-VA. L'épicentre d'une future révision de la Constitution doit se situer au niveau de son article 195, qui règle la manière dont la Constitution peut être modifiée. C'est la clé d'une refonte globale.

Aujourd'hui, la réalité est que l'État fédéral Belgique transfère des compétences aux entités fédérées. L'autorité fédérale a, globalement, son mot à dire sur toutes les compétences, hormis celles qui, au cours des dernières décennies, ont été progressivement cédées aux entités fédérées. Le résultat est connu: un bric-à-brac complexe de compétences qui empêche de mener une politique efficace et énergique et des réformes dans ce pays. Un système dans lequel tout le monde est compétent, mais où personne n'est responsable lorsque les choses tournent mal. La N-VA veut inverser cette philosophie: pour elle, toutes les compétences devraient être aux mains des entités fédérées, tandis qu'un nombre restreint de compétences pourraient, au contraire, être attribuées explicitement au niveau de pouvoir confédéral.

Pour la N-VA, le confédéralisme est le moyen de sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui enlisés, une manière d'exploiter au mieux le potentiel de la Flandre, une manière aussi de miser pleinement sur notre démocratie et notre potentiel économique. La Flandre pourra ainsi développer au maximum sa prospérité.

Quoiqu'il en soit, la possibilité d'adapter la structure institutionnelle belge ne se limite pas à la seule Constitution. De nombreuses possibilités, comme les lois spéciales ou d'autres subtilités juridiques issues des réformes de l'État belge, existent aussi en dehors de notre loi fondamentale. Mais un débat ouvert sur l'article 195 de la Constitution – et, partant, sur une possible réforme globale de la Constitution – s'inscrit dans l'objectif de la N-VA de mener une large discussion approfondie sur la forme et le contenu de la Constitution.

III. CONCLUSION

La N-VA plaide pour que la Constitution soit intégralement ouverte à révision afin de permettre au nouveau législateur (constituant) de mener un large débat sur le rôle et le contenu de notre loi fondamentale. En effet, outre les droits et libertés fondamentaux, la Constitution contient aussi des règles du jeu qui revêtent une grande importance dans de très nombreux domaines

willen moderniser dan is het zonneklaar dat een grondwetsherziening onvermijdelijk is.

De uiteengezette hervormingen vormen geen eindpunt voor de N-VA. Het zwaartepunt van een toekomstige grondwetswijziging moet zich situeren bij artikel 195 dat regelt op welke wijze er gesleuteld kan worden aan de Grondwet. Het is de sleutel die een totaaloeufening mogelijk maakt.

Vandaag is het zo dat de Federale Staat België bevoegdheden overdraagt aan de deelstaten. De federale overheid heeft *grossso modo* het zeggenschap over alle bevoegdheden, behalve wat de afgelopen decennia stap voor stap werd overgeheveld aan de deelstaten. Het resultaat is gekend: een complexe bric-à-brac aan bevoegdheden die het voeren van een efficiënt en daadkrachtig beleid en hervormingen in dit land onmogelijk maakt. En iedereen die bevoegd is, maar niemand die verantwoordelijk is als het misloopt. De N-VA wil deze filosofie omkantelen: alle bevoegdheden zouden zich op het niveau van de deelstaten moeten bevinden, terwijl een beperkt aantal bevoegdheden juist expliciet aan het confederale niveau kunnen worden toegewezen.

Confederalisme is voor de N-VA de uitweg uit de impasse waarin we nu verzeild zitten, een manier om het potentieel dat Vlaanderen heeft tot zijn recht te laten komen, een manier om voluit te kunnen inzetten op onze democratie en ons economisch potentieel. Zo zal Vlaanderen haar welvaart maximaal kunnen ontketenen.

Hoe dan ook beperkt de mogelijkheid tot het aanpassen van de Belgische staatsstructuur zich niet tot de Grondwet alleen. Ook buiten de Grondwet, via bijzondere wetten of andere juridische spitsvondigheden die de Belgische staatshervormingen rijk zijn, is veel mogelijk. Maar een open debat over artikel 195 van de Grondwet – en daardoor een mogelijke totaalhervorming van de Grondwet – past binnen de doelstelling van de N-VA om een brede, diepgaande discussie te voeren over de vorm en de inhoud van de grondwet.

III. CONCLUSIE

De N-VA pleit ervoor om de volledige Grondwet open te stellen zodat de nieuwe (grondwet)wetgever een breed debat kan voeren over de rol en inhoud ervan. Want naast de fundamentele rechten en vrijheden, herbergt de Grondwet ook spelregels die van tel zijn op heel wat beleidsthema's van onze samenleving. Daarmee is de huidige Grondwet verworden tot een al te blind

politiques de notre société. La Constitution actuelle est ainsi devenue un carcan trop rigide. Avant même qu'un parlement soit assermenté ou qu'un gouvernement entre en fonction, la marge de manœuvre politique est déjà profondément restreinte. Les partis promettent des réformes, mais ils sont bridés par un carcan constitutionnel qui les empêche de les concrétiser. Si nous voulons encore développer notre prospérité, renforcer notre démocratie et économiser sur l'appareil politique, nous devons actualiser la Constitution.

A. Faire confiance à l'électeur

Alors que la fièvre électorale commence à monter, les partis politiques annoncent à nouveau des réformes. Mais la réalité montre que celles-ci risquent de tomber à l'eau si la Constitution n'est pas intégralement déclarée ouverte à révision. Toutes les promesses électorales resteraient alors, une fois encore, lettre morte.

C'est pourquoi il serait malvenu de restreindre la liberté de l'électeur en mettant prématûrement hors-jeu les réformes dont la Flandre a impérativement besoin. Ne pas ouvrir la Constitution à révision reviendrait à encourager l'ingouvernabilité.

B. Respecter la démocratie parlementaire

Le passé nous apprend que le gouvernement fédéral peut non seulement jouer un rôle de saboteur par sa non-gestion, mais qu'il peut aussi bloquer d'avance toute future réforme en ne publant qu'une liste restreinte d'articles de la Constitution à déclarer ouverts à révision, hypothéquant ainsi les belles promesses préélectorales d'un certain nombre de partis.

La procédure de révision de la Constitution prévoit en effet que seuls peuvent être modifiés les articles de la Constitution qui figurent à la fois dans la liste de la Chambre, dans la liste du Sénat et dans la liste du gouvernement (préconstituant). Dès lors, si le gouvernement dépose une liste d'articles à réviser plus restreinte que celles de la Chambre et du Sénat, la démocratie parlementaire s'en trouvera muselée dès le départ. Car c'est le parlement (Chambre et Sénat) nouvellement constitué, investi d'un nouveau mandat de l'électeur, qui doit en principe décider, à une majorité constitutionnelle et en son âme et conscience, du rôle, du contenu et de l'avenir de la Constitution (constituant).

En ouvrant tous les articles de la Constitution à révision, on accroît donc la marge de manœuvre des décideurs politiques, tandis que la majorité des deux tiers requise

keurslijf. Zelfs vooraleer een parlement ingezworen is, of een regering aantreedt, wordt de beleidsruimte al op voorhand dermate grondig inperkt. Partijen beloven hervormingen maar hangen aan een grondwettelijke leiband die de operationalisering ervan onmogelijk maakt. Om onze welvaart verder uit te bouwen, onze democratie te versterken en te besparen op het politiek apparaat, heeft de Grondwet een *update* nodig.

A. De kiezer vertrouwen

Nu de verkiezingskoorts oploopt, slaan politieke partijen opnieuw de trom van hervormingen. Maar de realiteit toont aan dat deze hervormingen op een koude steen vallen indien de Grondwet niet volledig voor herziening vatbaar wordt verklaard. Alle verkiezingsbeloften ten spijt.

Daarom zou het misplaatst zijn om de vrijheid van de kiezer in te perken door het vroegtijdig buitenspel zetten van de noodzakelijke hervormingen die Vlaanderen nodig heeft. Het niet openstellen van de Grondwet komt net neer op het aanmoedigen van onbestuurbaarheid.

B. De parlementaire democratie respecteren

Het verleden toont dat de federale regering niet alleen een spelbreker kan zijn door haar non-beleid, maar ook door toekomstige hervormingen al op voorhand te blokkeren door slechts een beperkte lijst met voor herziening vatbaar te verklaren grondwetsartikelen bekend te maken, spijts de mooie beloftes die vóór de verkiezingen door een aantal partijen gemaakt worden.

De procedure van een grondwetsherziening voorziet namelijk dat enkel en alleen die grondwetsartikelen gewijzigd kunnen worden die een doorsnede vormen van de herzieningslijsten van de Kamer, de Senaat en de regering (preconstituante). Dient de regering dus een beperktere lijst in dan Kamer en Senaat vastleggen, dan wordt de parlementaire democratie al op voorhand gekneveld. Want het zijn de nieuw samengestelde Kamer en Senaat, met een hernieuwd toegewezen mandaat van de kiezer, die in principe met een grondwettelijke meerderheid in eer en geweten moeten beslissen over de rol, inhoud en toekomst van de Grondwet (constituante).

Alle artikelen van de Grondwet openstellen voor herziening vergroot dus de ruimte voor de politieke besluitvorming, terwijl de noodzakelijke tweederdemeerderheid

garantit à suffisance la stabilité des principes de base de notre système.

*
* * *

voldoende verzekert dat de basisbeginselen van ons bestel niet op losse schroeven zullen gezet worden.

*
* * *

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision:

- de l'article 1^{er} de la Constitution;
- de l'article 2 de la Constitution;
- de l'article 3 de la Constitution;
- de l'article 4 de la Constitution;
- de l'article 5 de la Constitution;
- de l'article 6 de la Constitution;
- de l'article 7 de la Constitution;
- de l'article 7bis de la Constitution;
- de l'article 8 de la Constitution;
- de l'article 9 de la Constitution;
- de l'article 10 de la Constitution;
- de l'article 11 de la Constitution;
- de l'article 11bis de la Constitution;
- de l'article 12 de la Constitution;
- de l'article 13 de la Constitution;
- de l'article 14 de la Constitution;
- de l'article 14bis de la Constitution;
- de l'article 15 de la Constitution;
- de l'article 16 de la Constitution;
- de l'article 17 de la Constitution;
- de l'article 18 de la Constitution;
- de l'article 19 de la Constitution;
- de l'article 20 de la Constitution;
- de l'article 21 de la Constitution;
- de l'article 22 de la Constitution;

VOORSTEL VAN VERKARING

De Kamers verklaren dat er redenen bestaan tot herziening van:

- artikel 1 van de Grondwet;
- artikel 2 van de Grondwet;
- artikel 3 van de Grondwet;
- artikel 4 van de Grondwet;
- artikel 5 van de Grondwet;
- artikel 6 van de Grondwet;
- artikel 7 van de Grondwet;
- artikel 7bis van de Grondwet;
- artikel 8 van de Grondwet;
- artikel 9 van de Grondwet;
- artikel 10 van de Grondwet;
- artikel 11 van de Grondwet;
- artikel 11bis van de Grondwet;
- artikel 12 van de Grondwet;
- artikel 13 van de Grondwet;
- artikel 14 van de Grondwet;
- artikel 14bis van de Grondwet;
- artikel 15 van de Grondwet;
- artikel 16 van de Grondwet;
- artikel 17 van de Grondwet;
- artikel 18 van de Grondwet;
- artikel 19 van de Grondwet;
- artikel 20 van de Grondwet;
- artikel 21 van de Grondwet;
- artikel 22 van de Grondwet;

- de l'article 22bis de la Constitution;
- de l'article 23 de la Constitution;
- de l'article 24 de la Constitution;
- de l'article 25 de la Constitution;
- de l'article 26 de la Constitution;
- de l'article 27 de la Constitution;
- de l'article 28 de la Constitution;
- de l'article 29 de la Constitution;
- de l'article 30 de la Constitution;
- de l'article 31 de la Constitution;
- de l'article 32 de la Constitution;
- de l'article 33 de la Constitution;
- de l'article 34 de la Constitution;
- de l'article 35 de la Constitution;
- de l'article 36 de la Constitution;
- de l'article 37 de la Constitution;
- de l'article 38 de la Constitution;
- de l'article 39 de la Constitution;
- de l'article 39bis de la Constitution;
- de l'article 39ter de la Constitution;
- de l'article 40 de la Constitution;
- de l'article 41 de la Constitution;
- de l'article 42 de la Constitution;
- de l'article 43 de la Constitution;
- de l'article 44 de la Constitution;
- de l'article 45 de la Constitution;
- de l'article 46 de la Constitution;
- artikel 22bis van de Grondwet;
- artikel 23 van de Grondwet;
- artikel 24 van de Grondwet;
- artikel 25 van de Grondwet;
- artikel 26 van de Grondwet;
- artikel 27 van de Grondwet;
- artikel 28 van de Grondwet;
- artikel 29 van de Grondwet;
- artikel 30 van de Grondwet;
- artikel 31 van de Grondwet;
- artikel 32 van de Grondwet;
- artikel 33 van de Grondwet;
- artikel 34 van de Grondwet;
- artikel 35 van de Grondwet;
- artikel 36 van de Grondwet;
- artikel 37 van de Grondwet;
- artikel 38 van de Grondwet;
- artikel 39 van de Grondwet;
- artikel 39bis van de Grondwet;
- artikel 39ter van de Grondwet;
- artikel 40 van de Grondwet;
- artikel 41 van de Grondwet;
- artikel 42 van de Grondwet;
- artikel 43 van de Grondwet;
- artikel 44 van de Grondwet;
- artikel 45 van de Grondwet;
- artikel 46 van de Grondwet;

- de l'article 47 de la Constitution;
- artikel 47 van de Grondwet;
- de l'article 48 de la Constitution;
- artikel 48 van de Grondwet;
- de l'article 49 de la Constitution;
- artikel 49 van de Grondwet;
- de l'article 50 de la Constitution;
- artikel 50 van de Grondwet;
- de l'article 51 de la Constitution;
- artikel 51 van de Grondwet;
- de l'article 52 de la Constitution;
- artikel 52 van de Grondwet;
- de l'article 53 de la Constitution;
- artikel 53 van de Grondwet;
- de l'article 54 de la Constitution;
- artikel 54 van de Grondwet;
- de l'article 55 de la Constitution;
- artikel 55 van de Grondwet;
- de l'article 56 de la Constitution;
- artikel 56 van de Grondwet;
- de l'article 57 de la Constitution;
- artikel 57 van de Grondwet;
- de l'article 58 de la Constitution;
- artikel 58 van de Grondwet;
- de l'article 59 de la Constitution;
- artikel 59 van de Grondwet;
- de l'article 60 de la Constitution;
- artikel 60 van de Grondwet;
- de l'article 61 de la Constitution;
- artikel 61 van de Grondwet;
- de l'article 62 de la Constitution;
- artikel 62 van de Grondwet;
- de l'article 63 de la Constitution;
- artikel 63 van de Grondwet;
- de l'article 64 de la Constitution;
- artikel 64 van de Grondwet;
- de l'article 65 de la Constitution;
- artikel 65 van de Grondwet;
- de l'article 66 de la Constitution;
- artikel 66 van de Grondwet;
- de l'article 67 de la Constitution;
- artikel 67 van de Grondwet;
- de l'article 68 de la Constitution;
- artikel 68 van de Grondwet;
- de l'article 69 de la Constitution;
- artikel 69 van de Grondwet;
- de l'article 70 de la Constitution;
- artikel 70 van de Grondwet;
- de l'article 71 de la Constitution;
- artikel 71 van de Grondwet;
- de l'article 73 de la Constitution;
- artikel 73 van de Grondwet;
- de l'article 74 de la Constitution;
- artikel 74 van de Grondwet;

- de l'article 75 de la Constitution;
 - de l'article 76 de la Constitution;
 - de l'article 77 de la Constitution;
 - de l'article 78 de la Constitution;
 - de l'article 82 de la Constitution;
 - de l'article 83 de la Constitution;
 - de l'article 84 de la Constitution;
 - de l'article 85 de la Constitution;
 - de l'article 86 de la Constitution;
 - de l'article 87 de la Constitution;
 - de l'article 88 de la Constitution;
 - de l'article 89 de la Constitution;
 - de l'article 90 de la Constitution;
 - de l'article 91 de la Constitution;
 - de l'article 92 de la Constitution;
 - de l'article 93 de la Constitution;
 - de l'article 94 de la Constitution;
 - de l'article 95 de la Constitution;
 - de l'article 96 de la Constitution;
 - de l'article 97 de la Constitution;
 - de l'article 98 de la Constitution;
 - de l'article 99 de la Constitution;
 - de l'article 100 de la Constitution;
 - de l'article 101 de la Constitution;
 - de l'article 102 de la Constitution;
 - de l'article 103 de la Constitution;
 - de l'article 104 de la Constitution;
- artikel 75 van de Grondwet;
 - artikel 76 van de Grondwet;
 - artikel 77 van de Grondwet;
 - artikel 78 van de Grondwet;
 - artikel 82 van de Grondwet;
 - artikel 83 van de Grondwet;
 - artikel 84 van de Grondwet;
 - artikel 85 van de Grondwet;
 - artikel 86 van de Grondwet;
 - artikel 87 van de Grondwet;
 - artikel 88 van de Grondwet;
 - artikel 89 van de Grondwet;
 - artikel 90 van de Grondwet;
 - artikel 91 van de Grondwet;
 - artikel 92 van de Grondwet;
 - artikel 93 van de Grondwet;
 - artikel 94 van de Grondwet;
 - artikel 95 van de Grondwet;
 - artikel 96 van de Grondwet;
 - artikel 97 van de Grondwet;
 - artikel 98 van de Grondwet;
 - artikel 99 van de Grondwet;
 - artikel 100 van de Grondwet;
 - artikel 101 van de Grondwet;
 - artikel 102 van de Grondwet;
 - artikel 103 van de Grondwet;
 - artikel 104 van de Grondwet;

- de l'article 105 de la Constitution; – artikel 105 van de Grondwet;
- de l'article 106 de la Constitution; – artikel 106 van de Grondwet;
- de l'article 107 de la Constitution; – artikel 107 van de Grondwet;
- de l'article 108 de la Constitution; – artikel 108 van de Grondwet;
- de l'article 109 de la Constitution; – artikel 109 van de Grondwet;
- de l'article 110 de la Constitution; – artikel 110 van de Grondwet;
- de l'article 111 de la Constitution; – artikel 111 van de Grondwet;
- de l'article 112 de la Constitution; – artikel 112 van de Grondwet;
- de l'article 113 de la Constitution; – artikel 113 van de Grondwet;
- de l'article 114 de la Constitution; – artikel 114 van de Grondwet;
- de l'article 115 de la Constitution; – artikel 115 van de Grondwet;
- de l'article 116 de la Constitution; – artikel 116 van de Grondwet;
- de l'article 117 de la Constitution; – artikel 117 van de Grondwet;
- de l'article 118 de la Constitution; – artikel 118 van de Grondwet;
- de l'article 118bis de la Constitution; – artikel 118bis van de Grondwet;
- de l'article 119 de la Constitution; – artikel 119 van de Grondwet;
- de l'article 120 de la Constitution; – artikel 120 van de Grondwet;
- de l'article 121 de la Constitution; – artikel 121 van de Grondwet;
- de l'article 122 de la Constitution; – artikel 122 van de Grondwet;
- de l'article 123 de la Constitution; – artikel 123 van de Grondwet;
- de l'article 124 de la Constitution; – artikel 124 van de Grondwet;
- de l'article 125 de la Constitution; – artikel 125 van de Grondwet;
- de l'article 126 de la Constitution; – artikel 126 van de Grondwet;
- de l'article 127 de la Constitution; – artikel 127 van de Grondwet;
- de l'article 128 de la Constitution; – artikel 128 van de Grondwet;
- de l'article 129 de la Constitution; – artikel 129 van de Grondwet;
- de l'article 130 de la Constitution; – artikel 130 van de Grondwet;

- de l'article 131 de la Constitution;
- de l'article 132 de la Constitution;
- de l'article 133 de la Constitution;
- de l'article 134 de la Constitution;
- de l'article 135 de la Constitution;
- de l'article 135*bis* de la Constitution;
- de l'article 136 de la Constitution;
- de l'article 137 de la Constitution;
- de l'article 138 de la Constitution;
- de l'article 139 de la Constitution;
- de l'article 140 de la Constitution;
- de l'article 141 de la Constitution;
- de l'article 142 de la Constitution;
- de l'article 143 de la Constitution;
- de l'article 144 de la Constitution;
- de l'article 145 de la Constitution;
- de l'article 146 de la Constitution;
- de l'article 147 de la Constitution;
- de l'article 148 de la Constitution;
- de l'article 149 de la Constitution;
- de l'article 150 de la Constitution;
- de l'article 151 de la Constitution;
- de l'article 152 de la Constitution;
- de l'article 153 de la Constitution;
- de l'article 154 de la Constitution;
- de l'article 155 de la Constitution;
- de l'article 156 de la Constitution;
- artikel 131 van de Grondwet;
- artikel 132 van de Grondwet;
- artikel 133 van de Grondwet;
- artikel 134 van de Grondwet;
- artikel 135 van de Grondwet;
- artikel 135*bis* van de Grondwet;
- artikel 136 van de Grondwet;
- artikel 137 van de Grondwet;
- artikel 138 van de Grondwet;
- artikel 139 van de Grondwet;
- artikel 140 van de Grondwet;
- artikel 141 van de Grondwet;
- artikel 142 van de Grondwet;
- artikel 143 van de Grondwet;
- artikel 144 van de Grondwet;
- artikel 145 van de Grondwet;
- artikel 146 van de Grondwet;
- artikel 147 van de Grondwet;
- artikel 148 van de Grondwet;
- artikel 149 van de Grondwet;
- artikel 150 van de Grondwet;
- artikel 151 van de Grondwet;
- artikel 152 van de Grondwet;
- artikel 153 van de Grondwet;
- artikel 154 van de Grondwet;
- artikel 155 van de Grondwet;
- artikel 156 van de Grondwet;

- de l'article 157 de la Constitution;
 - de l'article 157bis de la Constitution;
 - de l'article 158 de la Constitution;
 - de l'article 159 de la Constitution;
 - de l'article 160 de la Constitution;
 - de l'article 161 de la Constitution;
 - de l'article 162 de la Constitution;
 - de l'article 163 de la Constitution;
 - de l'article 164 de la Constitution;
 - de l'article 165 de la Constitution;
 - de l'article 166 de la Constitution;
 - de l'article 167 de la Constitution;
 - de l'article 168 de la Constitution;
 - de l'article 168bis de la Constitution;
 - de l'article 169 de la Constitution;
 - de l'article 170 de la Constitution;
 - de l'article 171 de la Constitution;
 - de l'article 172 de la Constitution;
 - de l'article 173 de la Constitution;
 - de l'article 174 de la Constitution;
 - de l'article 175 de la Constitution;
 - de l'article 176 de la Constitution;
 - de l'article 177 de la Constitution;
 - de l'article 178 de la Constitution;
 - de l'article 179 de la Constitution;
 - de l'article 180 de la Constitution;
 - de l'article 181 de la Constitution;
- artikel 157 van de Grondwet;
 - artikel 157bis van de Grondwet;
 - artikel 158 van de Grondwet;
 - artikel 159 van de Grondwet;
 - artikel 160 van de Grondwet;
 - artikel 161 van de Grondwet;
 - artikel 162 van de Grondwet;
 - artikel 163 van de Grondwet;
 - artikel 164 van de Grondwet;
 - artikel 165 van de Grondwet;
 - artikel 166 van de Grondwet;
 - artikel 167 van de Grondwet;
 - artikel 168 van de Grondwet;
 - artikel 168bis van de Grondwet;
 - artikel 169 van de Grondwet;
 - artikel 170 van de Grondwet;
 - artikel 171 van de Grondwet;
 - artikel 172 van de Grondwet;
 - artikel 173 van de Grondwet;
 - artikel 174 van de Grondwet;
 - artikel 175 van de Grondwet;
 - artikel 176 van de Grondwet;
 - artikel 177 van de Grondwet;
 - artikel 178 van de Grondwet;
 - artikel 179 van de Grondwet;
 - artikel 180 van de Grondwet;
 - artikel 181 van de Grondwet;

- de l'article 182 de la Constitution;
- de l'article 183 de la Constitution;
- de l'article 184 de la Constitution;
- de l'article 185 de la Constitution;
- de l'article 186 de la Constitution;
- de l'article 187 de la Constitution;
- de l'article 188 de la Constitution;
- de l'article 189 de la Constitution;
- de l'article 190 de la Constitution;
- de l'article 191 de la Constitution;
- de l'article 192 de la Constitution;
- de l'article 193 de la Constitution;
- de l'article 194 de la Constitution;
- de l'article 195 de la Constitution;
- de l'article 196 de la Constitution;
- de l'article 197 de la Constitution;
- de l'article 198 de la Constitution.

Le 17 avril 2024.

- artikel 182 van de Grondwet;
- artikel 183 van de Grondwet;
- artikel 184 van de Grondwet;
- artikel 185 van de Grondwet;
- artikel 186 van de Grondwet;
- artikel 187 van de Grondwet;
- artikel 188 van de Grondwet;
- artikel 189 van de Grondwet;
- artikel 190 van de Grondwet;
- artikel 191 van de Grondwet;
- artikel 192 van de Grondwet;
- artikel 193 van de Grondwet;
- artikel 194 van de Grondwet;
- artikel 195 van de Grondwet;
- artikel 196 van de Grondwet;
- artikel 197 van de Grondwet;
- artikel 198 van de Grondwet.

17 april 2024.

Karl VANLOUWE.
ANDRIES GRYFFROY.
MARK DEMESMAEKER.
KAROLIEN GROSEMANS.
MAAIKE DE VREESE.
NADIA SMINATE.
ALLESSIA CLAES.
FREYA PERDAENS.
CATHY COUDYSER.